



Philippe GOMÈS
Député

Gérard POADJA
Suppléant

Chères calédoniennes, chers calédoniens,

Pourquoi l'avenir de notre pays ne peut s'envisager qu'au sein de la France ?

Parce que **la France nous accompagne** à travers 164 ans d'histoire commune. Parce que **la France nous garantit** un niveau supérieur de développement en termes d'éducation, de santé et de missions régaliennes (forces de l'ordre, justice, armée). Et parce que **la France nous protège** de certains d'entre nous... ainsi que des prédateurs extérieurs...

Mais un « avenir dans la France » ne pourra s'écrire que s'il est « aux couleurs de la paix ».

C'est pourquoi nous ne devons pas aborder le référendum de 2018 exclusivement sous l'angle de ce qui nous oppose. À quoi servirait-il de gagner le référendum et de perdre le vivre ensemble patiemment tissé ces 30 dernières années ?

Par le dialogue, il nous faudra assumer nos divergences sur l'indépendance, mais aussi sceller nos convergences sur le destin commun de tous les Calédoniens.

Dans cette perspective, nous proposons - avant le référendum - d'adopter une « *déclaration commune* », entre indépendantistes et non-indépendantistes, qui constituerait le « *socle de notre communauté de destin* ». Cette déclaration aurait pour vocation d'**éclairer le jour d'après le référendum**, indépendamment de son résultat.

Elle reposerait sur trois piliers : d'une part, une *charte des valeurs calédoniennes*, d'autre part, un *pacte de gouvernance* sur nos institutions et enfin, un pilier économique traitant des questions foncières et minières. Ce socle intégrerait un volet sur la lutte contre la délinquance qui gangrène le vivre ensemble dans notre pays, car, **la première des libertés, c'est la sécurité**. Nous aborderons aussi l'enjeu crucial des 25 000 Calédoniens dépossédés de leur droit de vote.

Cette « déclaration commune » ne changera en rien la question posée lors du référendum. Mais elle permettra aux Calédoniens de se mettre d'accord sur ce qui les rassemble (*le socle de la communauté de destin*) avant de se prononcer sur ce qui les divise (*l'indépendance*). Nous pourrons, ainsi, à la fois, affirmer nos convictions sur l'avenir et franchir une nouvelle étape du destin commun.

Au moment où les chefs de guerre auto-proclamés se multiplient, nous avons choisi notre camp : celui d'être chefs de paix.

Une paix qui permettra à une Nouvelle-Calédonie émancipée et solidaire de continuer à affirmer son identité singulière au sein de la République.

Gérard POADJA
Suppléant

Philippe GOMÈS
Député

1 Lutter contre l'insécurité

- Renforcement des effectifs des services de gendarmerie, de police, de justice et d'administration pénitentiaire sur la base 10 000 postes que le Président de la République E. Macron s'est engagé à créer
- Soutien de l'Etat aux politiques de lutte contre la délinquance des mineurs et l'alcoolisme.
- Réalisation de la voie de contournement de Saint-Louis et sécurisation des automobilistes sur la RP1
- Construction de nouvelles casernes de gendarmerie (Dumbéa Mont-Dore - Païta - Bourail) et du centre pénitentiaire de Koné (150 places)

2 Agir contre la vie chère

- Veto à toute tentative de dévaluation du FCFP, de désindexation du salaire des fonctionnaires ou de remise en cause de l'ITR
- Élargissement du dispositif de continuité territoriale vers la Métropole
- Création de la continuité territoriale intérieure (Nouméa-Iles)
- Baisse des taux d'intérêt pratiqués par les banques locales
- Alignement des tarifs bancaires sur la Métropole en 2020

3 Dynamiser la construction de logements

- Renforcement de la construction de logements au profit des classes moyennes
- Suivi de la bonne application de la défiscalisation nationale des programmes de logements sociaux dont l'instruction a été délocalisée

4 Soutenir la mine et la métallurgie

- Soutien de l'Etat à la filière nickel
- Construction de la future centrale électrique au gaz de Doniambo

5 Favoriser le développement des entreprises

- Maintien de la défiscalisation nationale jusqu'en 2025 et raccourcissement des délais d'instruction
- Déploiement de tous les produits financiers de la Banque Publique d'Investissement (BPI) au plus tard fin 2017

6 Consolider le rééquilibrage

- Subordination du transfert de l'ADRAF à de nouveaux moyens financiers permettant l'attribution de terres aux jeunes et la mise en valeur agricole des terres coutumières
- Financement par l'Etat du fonds de garantie pour le développement des terres coutumières
- Soutien vigilant à la réalisation des infrastructures concourant au rééquilibrage (prison de Koné, antenne UNC, barrage de Pouembout)

7 Protéger l'environnement

- Dépôt par l'Etat auprès de l'ONU de la contribution calédonienne portant réduction des émissions de gaz à effet de serre
- Admission au bénéfice du « Fonds vert pour le climat » de l'ONU
- Installation d'une antenne de l'Agence française pour la biodiversité
- Organisation de la prochaine conférence internationale sur la biodiversité en Nouvelle-Calédonie
- Protection du Parc naturel de la mer de Corail
- Installation d'une base de la marine nationale en province Nord (lutte renforcée contre les Blue boats)

8 Encourager l'insertion de notre jeunesse

- Mise en œuvre du service civique calédonien
- Création d'un Etablissement Public d'Insertion de la Défense (EPIDE) accueillant une centaine de jeunes (pré-) délinquants
- Installation d'une section du RSMA sur le Camp de Nandai à Bourail
- Octroi de 300 « garantie jeunes » et 150 « emplois d'avenir » (16-25 ans)

9 Promouvoir l'emploi et la formation

- Poursuite de la « calédonisation » des administrations de l'Etat
- Respect des engagements financiers de l'Etat au titre des contrats de développement, de la MADGG et de « Cadres Avenir »
- Revalorisation du plafond de revenus ainsi que du montant des bourses d'Etat de l'enseignement supérieur pour nos étudiants

10 Favoriser l'intégration régionale

- Préservation de nos intérêts économiques dans les accords européens de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande
- Adhésion de la Nouvelle-Calédonie à l'UNESCO
- Ouverture du marché touristique chinois (visas)

11 Défendre les droits des femmes

- Soutien au projet de loi portant de 20 à 30 ans le délai de prescription des crimes sexuels sur mineur(e)s
- Déploiement rapide de l'enquête statistique « Virage » et du Téléphone Grand Danger (TGD), installation du Centre d'accueil des victimes (CAUVA)
- Poursuite du partenariat avec la Ville de Paris en matière de lutte contre les violences faites aux femmes

12 Assurer le rayonnement sportif du pays

- Candidature de la Nouvelle-Calédonie comme base arrière de l'équipe de France pour les prochains JO de Tokyo en 2020
- Soutien financier pour créer de nouveaux équipements sportifs

Je défendrai aussi un rôle renforcé du Comité local consultatif d'éthique en matière de dons, prélèvements et transplantations d'organes et l'arrivée de nouvelles radios pour favoriser le pluralisme

Les 12 engagements pour le pays que je défendrai auprès de l'Etat, à l'Assemblée Nationale.

STOP À L'INTOX

Certains candidats n'ont cessé de répéter pendant la campagne électorale que Calédonie Ensemble voulait supprimer le référendum de 2018 et instaurer une indépendance association. Cette affirmation est TOTALEMENT FAUSSE. Le référendum aura bien lieu en novembre 2018 et la question sera extrêmement claire : « *Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté ?* ». Donc chaque Calédonien aura le droit de dire OUI ou NON à l'indépendance. Notre proposition de dialoguer

avec les indépendantistes afin d'adopter - avant le référendum - une « *déclaration commune* » portant « *socle de la communauté de destin* » pour tous les Calédoniens ne vise ni à supprimer le référendum, ni à changer la question. Elle vise à permettre aux Calédoniens de se mettre d'accord sur ce qui les rassemble (*le socle de la communauté de destin*) avant de se prononcer sur ce qui les divise (*l'indépendance*). C'est ainsi que nous créerons un contexte favorable au maintien de la paix au lendemain du référendum.